

<https://dijon.snes.edu/spip/spip.php?article6214>



Enfin penser l'alternative

- SNES académique de Dijon - Départements - Nièvre - Actualités -



Publication date: lundi 12 juillet 2021

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

Dans un contexte où nous voyons se succéder les politiques de casse des services publics et de mise à mal de l'Education Nationale, le SNES 58 propose d'ouvrir la discussion et de penser l'alternative pour ne plus subir :

Une année 2020-2021 horribilis avec une gestion de crise sanitaire placée sous le signe du mensonge, du refus de soins, du démantèlement de l'hôpital public, de la désindustrialisation du pays visible comme jamais, au nom du respect de la logique libérale européiste, et, pour suivre, des élections locales avec une abstention record, démontrant que notre démocratie est malade comme jamais !

Mais, message rassurant, les électeurs qui se sont déplacés ont refusé le duel mortifère dans lequel les medias et l'oligarchie entendent les corseter en 2022 lors des présidentielles : LREM et RN sont les grands perdants de ces élections.

Le peuple français parviendra t-il à faire entendre sa voix en 2022 en rétablissant sa souveraineté bafouée, particulièrement depuis que le vote du congrès de février 2008 a contourné le vote populaire de mai 2005 ? Où la « solution » du duel Macron-Lepen sera t-elle imposée, avec comme résultat une aggravation des maux dont souffre le peuple puisqu'aucun de ces deux candidats ne représenterait une alternative avec les politiques ultra-libérales imposées depuis des décennies par l'oligarchie au pouvoir en France, comme au niveau supranational européen ?

On voit déjà que Macron reparle de la « réforme des retraites », et que le RN a abandonné toute velléité de remettre en cause le cadre bruxellois, à la manière d'un Tsipras ou d'un Mélenchon.

Le rôle du mouvement syndical ne serait-il pas de favoriser une véritable alternative, en posant enfin les conditions de possibilités d'une autre politique, d'une politique au service du progrès social, du redressement industriel et des services publics ?

Une politique qui suppose de rompre avec le cadre libéral gravé dans le marbre des traités supranationaux. Une rupture qui doit être portée par le peuple souverain à nouveau consulté sur l'appartenance de la France à ces institutions supra nationales qui verrouillent tout et dont les partis au pouvoir se satisfont ?

Tel est le défi, telle est la cause qui attendent citoyens, associations, mouvement ouvrier et syndicats !